

Unité départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 03/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ANBD

6, route des Murs
76680 Montérolier

Références : UDRD-2025-01-T-021
Code AIOT : 0100004324

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2024 dans l'établissement ANBD implanté Mont du Gât - 76440 Roncherolles-en-Bray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de l'inspection fait suite à des signalements transmis par la mairie de RONCHEROLLES-EN-BRAY, faisant état de non-conformité dans l'exploitation de la carrière par ANBD aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19/02/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANBD
- Mont du Gât -- 76440 Roncherolles-en-Bray
- Code AIOT : 0100004324
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ANBD, entreprise de construction, exploite une carrière de sable, d'une capacité d'extraction totale de 100 320 tonnes sur trois ans.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 2 | Bornage | Arrêté Préfectoral du 19/02/2024, article 8.1.2 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 6 | Limitation des accès | Arrêté Préfectoral du 19/02/2024, article 8.2.2 | Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective | 3 mois |
| 7 | Plantation de haies | Arrêté Préfectoral du 19/02/2024, article 8.1.4 | Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective | 2 mois |
| 9 | Création d'une mare | Arrêté Préfectoral du 19/02/2024, article 8.1.5 | Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 10 | Suivi environnemental | Arrêté Préfectoral du 19/02/2024, article 8.1.5 | Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective | 2 mois |
| 11 | Profondeur de fouille | Arrêté Préfectoral du 19/02/2024, article 8.3.4.1 | Demande d'action corrective, Amende, Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 12 | Périmètres d'autorisation et d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 19/02/2024, article 1.2.2 | Mise en demeure, respect de prescription, Amende, Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|------------------------------------|---|-------------------|
| 1 | Information du public | Arrêté Préfectoral du 19/02/2024, article 8.1.1 | Sans objet |
| 3 | Plans | Arrêté Préfectoral du 19/02/2024, article 8.5 | Sans objet |
| 4 | Repérage de la canalisation de gaz | Arrêté Préfectoral du 19/02/2024, article 8.1.2 | Sans objet |
| 5 | Limitation des accès | Arrêté Préfectoral du 19/02/2024, article 8.1.3 | Sans objet |
| 8 | Zone humide | Arrêté Préfectoral du 19/02/2024, article 8.1.5 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, et d'après les documents transmis par l'exploitant postérieurement, 6 écarts réglementaires ont été identifiés par l'inspection, portant sur la solidité et l'efficacité de la clôture du site, la plantation de haies en limite du site, la création d'une mare, le suivi environnemental du chantier, la profondeur maximale d'extraction, et le non-respect des périmètres d'autorisation et d'extraction. Ils nécessitent tous des actions correctives. Au regard de l'importance de certains de ces écarts, l'inspection propose à M. le préfet de mettre en demeure la société ANBD de se conformer aux prescriptions enfreintes.

Par ailleurs, les écarts relatifs à la profondeur d'extraction et aux périmètres d'autorisation et d'extraction, relèvent de l'exploitation non autorisée d'une ICPE. À ce titre, l'inspection propose d'ordonner le paiement d'une amende administrative, et de suspendre l'activité du site jusqu'à sa régularisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information du public

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2024, article 8.1.1 |
| Thème(s) : Autre, Information du public |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none">• son identité ;• la référence de l'autorisation ;• l'objet des travaux ;• l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. |
| Constats : L'inspection a constaté l'affichage de l'arrêté préfectoral (hors annexe) sur un panneau à l'entrée du site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Bornage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2024, article 8.1.2 |
| Thème(s) : Autre, Périmètre autorisé |
| Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous points nécessaires pour la détermination du périmètre du site autorisé et du périmètre d'exploitation. Une borne de nivellement clairement identifiable, permettant à tout moment d'apprécier le niveau du fond de fouille, doit également être posée et sa cote évaluée. |

Constats :

L'inspection a constaté la présence de piquets métalliques, dont l'exploitant a déclaré qu'ils correspondent aux bornes en limite du périmètre d'autorisation. La présence de bornes ne préjuge pas de leur bon positionnement. Ainsi, les constats associés au point de contrôle n° 12 montrent que certaines bornes ne sont pas correctement positionnées. L'exploitant devra vérifier le bon positionnement des bornes en place avec un géomètre, en même temps qu'il régularise sa situation vis-à-vis du périmètre d'exploitation.

En revanche, l'exploitant a indiqué, lors de la visite, l'absence de borne de nivellement.

Par courriel du 6 décembre 2024, l'exploitant a confirmé la pose de 5 bornes de nivellement, suite à la demande formulée par l'inspection lors de la visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 1 : l'exploitant doit vérifier le bon positionnement des bornes délimitant le périmètre d'autorisation. Il transmet à l'inspection un rapport de vérification par un géomètre, et justifie des modifications éventuellement nécessaires, sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2024, article 8.5

Thème(s) : Autre, Plans

Prescription contrôlée :

Un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation, tenu à disposition de l'inspection des installations classées, est établi et mis à jour tous les ans, sur lequel sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords de fouille (avancement de l'exploitation) ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- la position des ouvrages situés en surface et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan :

- les zones en cours de défrichement, de décapage et d'exploitation ;
- les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement effectué ;
- les zones exploitées en cours de réaménagement ;
- les futures zones à exploiter.

Constats :

L'exploitant n'a pas présenté de plan de son exploitation. Il a indiqué que son plan serait réalisé en juillet 2025, lorsque son exploitation serait initiée depuis un an.

| |
|---|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Demande n° 2 : l'exploitant transmettra à l'inspection son plan d'exploitation à jour dès sa réalisation, et au plus tard sous 6 mois. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Repérage de la canalisation de gaz

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2024, article 8.1.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Canalisation de gaz |
| Prescription contrôlée : Concernant la canalisation de gaz qui passe à proximité du site, l'exploitant prend contact avec GRT Gaz afin d'effectuer le repérage de la canalisation sur le terrain, la matérialisation de la servitude d'implantation et prendre les mesures pour préserver la sécurité des ouvrages lors de la réalisation des travaux. |
| Constats : L'inspection a constaté la présence de piquets jaune signalant la présence de la canalisation de gaz et de la bande de servitude où l'excavation est interdite. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Limitation des accès

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2024, article 8.1.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Sûreté/Sécurité |
| Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation, des aménagements sont à prévoir afin de préparer le chantier : <ul style="list-style-type: none"> • mettre en place un portail d'accès et une clôture de 2 m de hauteur sur tout le périmètre autorisé et des panneaux d'interdiction de pénétrer et de signalisation du danger répartis sur cette clôture [...]; • tenir entretenues les pistes d'accès ; • mettre en place des signalisations aux abords de la carrière et sur les voies empruntées pour l'acheminement des matériaux depuis la carrière jusqu'à l'installation de traitement. |
| Constats : L'inspection a constaté la présence d'une clôture d'environ 2 m de haut tout autour du périmètre d'autorisation ainsi qu'un portail d'accès, que l'exploitant déclare fermer au moyen d'une chaîne en dehors des heures d'ouverture. Deux panneaux signalant l'interdiction d'accès sont disposés, sur le portail, et plus loin, au fond du parking de la discothèque voisine. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Limitation des accès

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2024, article 8.2.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Sûreté/Sécurité |
| Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est limité et contrôlé. En dehors des heures ouvrées, les accès sont matériellement interdits. [...] L'accès de l'exploitation est interdit au public. De façon à ce qu'aucune personne étrangère à l'exploitation de la carrière ne puisse pénétrer et à éviter tout dépôt intempestif, une clôture solide de 2 m de hauteur et efficace est mise en place le long du périmètre autorisé. Cette clôture est distante d'au moins 15 m par rapport aux façades du bâtiment accueillant la discothèque. Cette clôture est complétée par l'implantation d'un portail dédié à l'accès de la carrière et par l'apposition de panneaux reprenant l'interdiction de pénétrer. Enfin, des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité du périmètre clôturé. |
| Constats : Au-delà des constats établis au point de contrôle n°5 ci-dessus, l'inspection a constaté que la clôture autour du site, et le portail, sont constitués de panneaux grillagés de type "heras" (grillages de chantier). Ce type d'équipement n'est pas suffisamment solide et efficace. Il était même possible, lors de la visite, de sortir les panneaux de grillage de leur support béton posé au sol. L'exploitant a proposé de renforcer sa clôture en insérant des tiges de métal dans les tubes des panneaux de grillage, plantés dans le sol, de façon à ce que ces panneaux ne puissent plus être soulevés facilement. Cette modification si elle apporte un gain de solidité, n'est pas suffisante. L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de mettre en place une clôture, et un portail, solides et efficaces, sous 3 mois. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande n° 3 :</u> l'exploitant doit se conformer au 3 ^{ème} alinéa de l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2024, en remplaçant sa clôture et son portail, afin qu'ils soient rendus solides et efficaces, et justifier la réalisation de cette action sous 3 mois. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 7 : Plantation de haies

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2024, article 8.1.4 |
| Thème(s) : Autre, Réduction des impacts environnementaux |
| Prescription contrôlée : Avant la destruction de la haie éparse existante sur le site, l'exploitant met en œuvre la plantation de 300 m linéaires de haies en limite nord et Est et ce, dès le début du chantier. |

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p>Au jour de la visite, l'exploitant n'avait planté aucune des haies prescrites, alors que l'exploitation a commencé à l'été 2024, et que la zone correspondante à la haie éparse, dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation, était déjà utilisée par l'exploitant pour des pistes d'accès et du stockage de matériaux extraits. La haie existante a donc été détruite.</p> <p>Postérieurement à la visite, l'exploitant a présenté des photographies illustrant la plantation d'un premier linéaire, de 150 m d'après ses déclarations.</p> <p>Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à cette prescription.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n° 4 :</u> l'exploitant doit respecter le premier alinéa de l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2024 en plantant 300 m linéaires de haies en limite Nord et Est, sous 2 mois.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 8 : Zone humide

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2024, article 8.1.5</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, Évitement des impacts environnementaux</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'éviter certains impacts sur la biodiversité, des mesures écologiques seront mises en œuvre : Mesure d'évitement E01 Zone humide exclue du périmètre de la carrière</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que le périmètre du site excluait bien la zone humide identifiée dans le dossier de demande d'autorisation.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 9 : Création d'une mare

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2024, article 8.1.5</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, Réduction des impacts environnementaux</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'éviter certains impacts sur la biodiversité, des mesures écologiques seront mises en œuvre : Mesure de réduction R08 Création d'une mare dans la partie Sud-Est dans la bande périphérique des 10 m non exploitée, avant destruction du bassin existant</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Au jour de la visite, le bassin existant sur le site avait déjà été détruit, mais l'exploitant n'avait pas aménagé la mare prescrite.</p> |

| |
|---|
| <p>Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis une photographie d'une excavation en cours de remplissage, pour répondre à la prescription. Cependant, la méthode employée ne permet pas de respecter les modalités prévues par l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation, car elle ne présente pas de pentes douces, ni de fond en argile compacté (ou bâche si vraiment nécessaire), ni sable et cailloux en supports. D'après la photographie, qui ne permet pas de juger des dimensions précises, soit le trou dépasse 1,5 m de profondeur, soit il n'atteint pas les 10 m de diamètre environ.</p> <p>L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de réaliser la mare telle qu'elle était prévue.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n° 5 :</u> l'exploitant doit respecter l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2024 en réalisant une mare dans la partie Sud-Est, dans la bande périphérique des 10 m non exploitée, et en respectant les modalités prévues par son étude d'impact, sous 2 mois.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 10 : Suivi environnemental

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2024, article 8.1.5</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, Suivi des impacts environnementaux</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'éviter certains impacts sur la biodiversité, des mesures écologiques seront mises en œuvre : Mesures d'accompagnement et de suivi S02 Suivi environnemental pré-chantier S03 Coordination environnementale de chantier (avec notamment surveillance des EEE)</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré n'avoir réalisé aucune surveillance environnementale au jour de la visite. Pourtant, les travaux préalables à l'extraction ont débuté au mois de juillet 2024. L'exploitant était tenu de réaliser un suivi environnemental pré-chantier (mesure S02). La mesure S03 de coordination environnementale de chantier n'a pas été réalisée non-plus.</p> <p>L'absence de ces études préalables au chantier ne pourra pas être corrigé convenablement, car l'exploitation est déjà trop avancée (extraction en cours de la phase 1, stockage des matériaux extraits sur les zones correspondant aux phases 2 et 3, pistes d'accès). Le "maintien optimal des espèces dans leur milieu naturel sur le site", tel que l'exploitant s'y était engagé dans son dossier de demande d'autorisation, ne peut plus être garanti.</p> <p>L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de réaliser la mesure de suivi S03 de coordination environnementale de chantier (avec notamment surveillance des espèces exotiques envahissantes EEE). Les modifications déjà opérées sur le site ne permettent plus d'effectuer la mesure d'accompagnement et de suivi S02 relative au suivi environnemental pré-chantier.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n° 6 :</u> l'exploitant doit respecter les prescriptions de l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2024 en réalisant la mesure de suivi S03 sous 3 mois.</p> |

| |
|--|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 11 : Profondeur de fouille

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2024, article 8.3.4.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux souterraines |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'extraction du gisement se fait à ciel ouvert, à sec et exclusivement hors d'eau (sans atteindre la nappe dont le toit est à la cote +132 mNGF) à l'aide d'une chargeuse ou d'une pelle mécanique. L'extraction est menée par campagne avec un seul engin de chantier.</p> <p>En cas de remontée de nappe, en particulier sur la partie basse du terrain située à l'Est, les opérations d'extraction et de remblaiement sont interdites.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'eau en fond de fouille. L'exploitant a déclaré qu'il s'agissait du ruissellement des eaux pluviales du site, qui s'acheminaient naturellement vers le point le plus bas, et que les derniers mois avaient été particulièrement pluvieux. L'inspection a constaté la présence de rigoles sur le site, formées par les eaux pluviales, s'acheminant vers le fond de fouille. Cependant, étant donné la proximité avec le toit de la nappe phréatique mentionnée dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, et l'absence de borne de nivellement sur le site, l'inspection a demandé à l'exploitant de procéder à un relevé de géomètre sur le site, en fond de fouille, pour justifier du respect de la cote minimale de 133 mNGF.</p> <p>Par courriel du 5 décembre 2024, l'exploitant a transmis un relevé topographique en 7 points de son site, dont le fond de fouille, mesuré à 129,38 mNGF. Dans son courriel, l'exploitant a proposé de remblayer le fond de fouille, jusqu'à 133 mNGF, avec les matériaux identiques à l'extraction. Par courriel du 10 janvier 2025, l'exploitant a précisé que les opérations étaient en cours.</p> <p>L'exploitation, au-delà de la cote minimale autorisée, constitue une exploitation non-autorisée d'installation classée pour la protection de l'environnement.</p> <p>L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation en respectant la profondeur limite de fond de fouille.</p> <p>De plus, l'inspection propose d'ordonner le paiement d'une amende administrative en application du paragraphe I de l'article L.171-7 du Code de l'environnement.</p> <p>Enfin, en application du même article, l'inspection propose de suspendre le fonctionnement des installations du site ANBD de RONCHEROLLES-EN-BRAY, jusqu'à ce que le retour à la conformité soit constaté par l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n° 7 :</u> l'exploitant doit respecter les prescriptions du premier alinéa de l'article 8.3.4.1 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2024, en opérant l'extraction exclusivement hors d'eau (sans atteindre la nappe dont le toit est à la cote +132 mNGF), et les prescriptions du 2^{ème} alinéa de l'article 8.3.1.2 du même arrêté, en n'exploitant pas sous la cote +133mNGF.</p> |

La prescription sera réputée respectée si l'exploitant remblaie le fond de fouille avec les matériaux identiques à l'extraction, jusqu'à la cote de 133 mNGF, qu'il fait constater par un géomètre (en informant préalablement l'inspection des installations classées de la date de passage sur site du géomètre), sous 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Amende, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Périmètres d'autorisation et d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2024, article 1.2.2

Thème(s) : Situation administrative, Périmètres de l'autorisation

Prescription contrôlée :

La carrière est située sur le territoire de la commune de RONCHEROLLES-EN-BRAY, route du Mont du Gât sur les parcelles cadastrales ci-après indiquées :

| Commune | Section et N° | Superficie cadastrale (m ²) | Superficie autorisée pour l'extraction |
|----------------------------|---------------|---|--|
| RONCHEROLLES-EN-BRAY | B446 | 10 000 m ² | 5 850 m ² |
| RONCHEROLLES-EN-BRAY | B447 | 9 030 m ² | 5 850 m ² |
| TOTAL (en m ²) | / | 19 030 m ² | 10 700 m ² |

Constats :

Le plan de géomètre transmis par l'exploitant postérieurement à la visite, afin de justifier de la profondeur de fouille, montre que le plus bas du carreau est situé à une distance d'environ 2 m de la limite Est de parcelle B447. Or, cette limite parcellaire Est constitue la limite du périmètre d'autorisation, et une bande de 10 m vers l'intérieur du terrain est interdite à l'exploitation.

Or, le merlon constitué par l'exploitant avec les terres de découvertes, mesure environ 4 mètres d'emprise au sol d'après les constats de l'inspection sur le terrain.

Et les pentes des fronts d'exploitation sont limitées à 45° par l'article 8.3.4.1 de l'arrêté. Au regard de la hauteur du terrain naturel relevé (+133,26 mNGF) à proximité du point de mesure de fond de fouille sur le plan du géomètre, l'inspection en déduit que l'extraction des matériaux a été opérée sur une emprise d'environ 2 mètres de large sur la parcelle voisine à l'Est, la B430.

Cela signifie aussi que l'exploitant a opéré de l'extraction dans la bande des 10 m interdite par l'article 8.3.1.2 et qu'il a positionné ses merlons sur la parcelle voisine B430, en dehors du périmètre d'autorisation.

Ces faits constituent une exploitation non-autorisée d'installation classée pour la protection de l'environnement.

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation, soit en cessant l'extraction sur la parcelle B430 et dans la bande des 10 m, et en déplaçant ses merlons à l'intérieur du périmètre d'autorisation.

De plus, l'inspection propose d'ordonner le paiement d'une amende administrative, en application du paragraphe I de l'article L.171-7 du code de l'environnement.

Enfin, en application du même article, l'inspection propose de suspendre le fonctionnement des installations du site ANBD de RONCHEROLLES-EN-BRAY, jusqu'à ce que le retour à la conformité soit constaté par l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 8 : l'exploitant doit remblayer, avec les matériaux identiques à ceux issus de l'extraction, toutes les surfaces exploitées à l'Est du périmètre d'exploitation (sur la parcelle B430 et dans la bande des 10 mètres à l'Est du site), et remettre en place l'épaisseur de terres de découvertes sur cette bande. Il doit également déplacer le merlon constitué à l'Est du site, afin qu'il soit complètement inclus dans les parcelles B446 et B447. Il fait constater la réalisation de cette opération par un géomètre, et transmet à l'inspection le plan et le rapport du géomètre sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Amende, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois